

5 ANS POUR FAIRE GAGNER LA FRANCE ET LES FRANÇAIS

LES ENTREPRISES AU CŒUR DE LA RÉFORME

Pour faire gagner la France et tous les Français, notre pays doit changer au niveau économique, social, sociétal et environnemental. La tâche qui incombe au nouveau président de la République et à son gouvernement est immense. Ils devront s'appuyer sur les parlementaires, les élus locaux mais aussi les forces vives. Les entrepreneurs sont mobilisés pour agir, dans l'intérêt de notre pays.

La campagne électorale qui vient de s'achever a révélé des tensions sociales, territoriales et identitaires. Elle a aussi été marquée par des illusions économiques et des mensonges venus de tout bord. Or la création d'emplois dépend des entreprises, et nous espérons qu'elles seront enfin écoutées.

En tant qu'entrepreneurs, nous savons qu'il n'est pas simple de maintenir des entreprises partout dans nos territoires. Qu'elles soient industrielles, de service, du bâtiment ou du commerce, ces entreprises sont pourtant synonymes d'activités, d'emplois et de services publics.

La création d'emplois et la revitalisation des territoires sont les combats du quinquennat car ils concernent le quotidien de tous les Français. Les entrepreneurs, jeunes ou moins jeunes, sont débordants d'énergie, d'idées, de volonté et veulent s'implanter partout dans les outre-mer, les grandes métropoles, les quartiers et les zones rurales.

Ces combats, nous pouvons les gagner, mais les entrepreneurs ne peuvent y arriver seuls.

Nous devons travailler ensemble autour d'un plan structuré :

- d'abord, 7 mesures d'urgence, prises au plus vite, susceptibles de redonner rapidement de la confiance aux forces économiques ;
- puis des réformes de fond en suivant une méthode cohérente.

De là naîtront la confiance, la relance de notre économie et une dynamique de création d'emplois.

Pierre Gattaz,
Président du MEDEF

SUPPRIMER LES FREINS À L'ENTREPRENEURIAT

1. Supprimer le dispositif pénibilité existant

Le dispositif pénibilité est inapplicable en l'état, notamment pour les PME et TPE. Il décourage les actions de prévention qui pourraient être mises en œuvre. Complexe, coûteux, ubuesque et administratif, ce dispositif ne répond pas au problème réel de la pénibilité de certaines situations.

2. Remplacer le prélèvement à la source par un système de contemporanéité du prélèvement

Le prélèvement à la source est un projet d'ampleur qui a été improvisé. Il nécessite de se préparer sérieusement, demandera plusieurs années et aura un impact fort pour les salariés et les entreprises, notamment les TPE-PME. On ne peut mener une telle réforme en moins d'un an. Prenons le temps nécessaire et commençons par capitaliser sur la dématérialisation des déclarations et la mensualisation pour rendre le prélèvement contemporain de la déclaration.

FAVORISER L'INVESTISSEMENT ET LE TRAVAIL

3. Revoir la fiscalité du capital et supprimer l'ISF

La surfiscalité française du capital nuit à l'attractivité de notre pays et empêche la constitution d'un « capitalisme à l'allemande » s'inscrivant dans la durée aux bénéfices des salariés et du pays. Simplifions en instaurant une « flat tax » sur les revenus du capital de 25 %, moyenne européenne. **Supprimons l'ISF qui a fait tellement de mal à nos ETI patrimoniales.**

4. Revenir sur les 35 heures

Les 35 heures restent un repoussoir pour beaucoup d'investisseurs étrangers et une contrainte pour beaucoup d'entreprises. Tout en respectant le cadre légal, il faut leur permettre de s'adapter rapidement et efficacement aux besoins de l'activité économique. Pour cela, laissons les entreprises libres de négocier la durée de travail nécessaire à leur compétitivité en fonction de leur activité.

REDONNER CONFIANCE ET SIMPLIFIER

5. Plafonner les indemnités prud'homales

Aujourd'hui, l'imprévisibilité des jugements et la durée des procédures des prud'hommes constituent une source d'inquiétude tant pour les salariés que pour les entrepreneurs. C'est un frein à l'embauche. Le plafonnement des dommages et intérêts *supra* légaux rendra cette procédure moins aléatoire et raccourcira les délais. Rassurer les chefs d'entreprise et garantir les droits et indemnités des salariés auront pour conséquence de neutraliser cette peur de l'embauche.

6. Mettre en place une « instance unique » de discussion et de négociation au sein des entreprises

Au lieu de quatre instances « représentatives » dans les entreprises de plus de 50 salariés, fusionnons-les pour n'en créer qu'une seule. Permettons aux salariés élus de négocier sur tous les sujets. Simplicité et responsabilisation des acteurs conduiront à une revivification du dialogue social dans les entreprises.

7. Procéder à une nouvelle baisse des charges pesant sur le travail et alléger les taxes et impôts

Les entreprises françaises paient 100 milliards d'euros de taxes et charges de plus que leurs homologues allemandes. Ce « gap de compétitivité » est une des raisons de la faiblesse de notre économie. La baisse des charges, notamment sur le travail, doit continuer. Elle doit concerner l'ensemble du spectre des salaires et être pérenne. Transformer le CICE en véritable baisse de charges nécessite de neutraliser l'effet fiscal. Il faut donc un effort supplémentaire de 30 milliards d'euros d'allègement de charges sur le travail. Supprimons, par ailleurs, les impôts de production que doivent payer les entreprises avant même de faire des bénéfices. Encadrons enfin plus strictement la fiscalité locale qui a fortement augmenté et qui ralentit le rétablissement des marges des entreprises, donc leur capacité à investir.

LE MEDEF S'ENGAGE

Le MEDEF est le **premier réseau d'entrepreneurs de France**. Plus de 95 % des entreprises adhérentes au MEDEF sont des PME. Il regroupe une centaine de MEDEF territoriaux et plus de 80 fédérations professionnelles. Le MEDEF met au cœur de son action la création d'emplois et la croissance durable. Il promeut l'entrepreneuriat et défend la libre entreprise. Il propose et agit au niveau des pouvoirs publics.

Mais il agit aussi concrètement sur le terrain, au bénéfice des entreprises et des citoyens, autour de **4 axes** :

1. Accompagner les chefs d'entreprise dans l'amélioration de leur compétitivité grâce à des outils pratiques (brochures, formations...) : révolution numérique, management (parité, diversité, discrimination, etc.), innovation, excellence opérationnelle, montée en gamme...
2. Promouvoir les métiers vis-à-vis des jeunes, la nécessité de la formation

professionnelle, l'excellence de l'apprentissage grâce à des campagnes de sensibilisation grand public (« Beau travail », « Rue de la formation », Tour de France, WorldSkills...), et réfléchir en commun sur l'évolution des métiers et compétences à l'ère du numérique et du développement durable ;

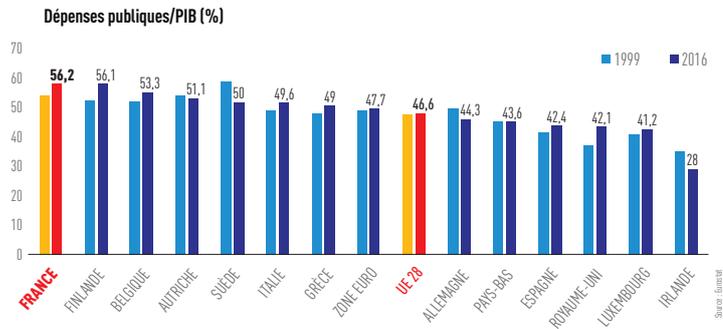
3. Susciter et accompagner la création d'entreprises ou d'activités dans tous les territoires en soutenant des actions concrètes de terrain (Les Déterminés pour l'entrepreneuriat dans les quartiers populaires, 100 000 entrepreneurs, réseaux d'accompagnement à la création d'entreprise...);
4. Développer une vision et une réflexion pour le développement de la France dans le monde : cela s'est traduit par la publication en 2017 d'une série de livres de débats sur les mutations en cours et l'ambition de notre pays dans la mondialisation. Cela se poursuit par le lancement début 2017 d'une large réflexion sur la revitalisation des territoires, notamment ruraux, et les questions de développement économiques et sociaux.

En savoir davantage : medef.com

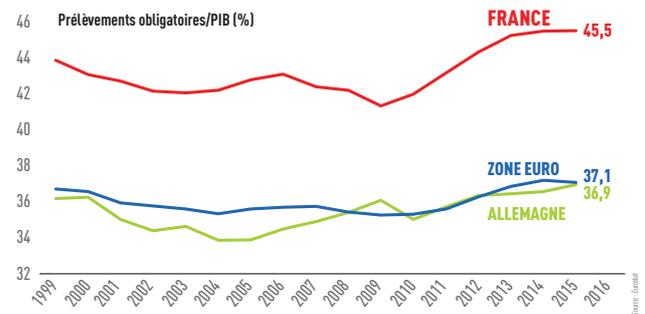
UNE SITUATION DIFFICILE

Les mesures se justifient par des statistiques :

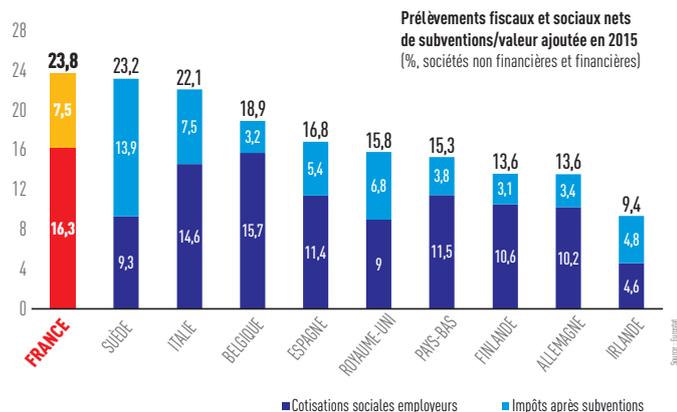
Baisser les dépenses publiques afin de pouvoir baisser la fiscalité sur les entreprises et les ménages



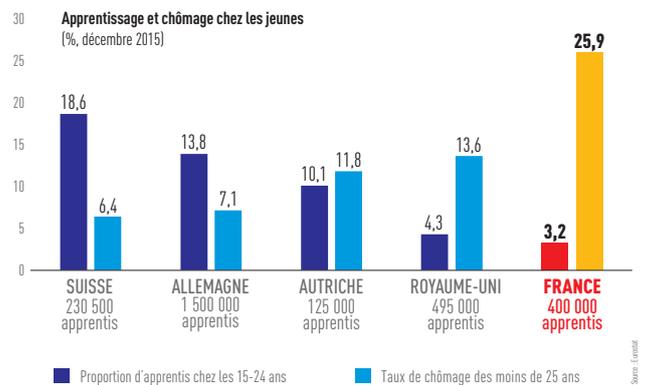
Redonner des marges aux entreprises en baissant les taxes pour qu'elles puissent investir en innovation, formation, nouveaux produits



Réformer la fiscalité pour la remettre dans la moyenne européenne



Réformer l'éducation, notamment dans la formation professionnelle



LA MÉTHODE POUR GARANTIR LE SUCCÈS

La situation de notre pays nécessite des réformes d'ampleur pour rétablir la confiance des entrepreneurs. Les dernières tentatives de grandes réformes ont échoué faute de pédagogie. La phase préparatoire et l'explication sont donc primordiales, sans pour autant qu'elles ne retardent la mise en œuvre de la réforme.

Les politiques publiques doivent être SMART, ce qui signifie d'avoir :

- > un objectif **Simple**, précis, pour la bonne compréhension de celui qui l'applique et de tous ;
- > un objectif **Mesurable** et donc quantifié ou qualifié. Il serait bon de faire un bilan régulier de nos politiques publiques pour ne garder que celles qui répondent aux objectifs fixés ;
- > un objectif **Acceptable** par une majorité de nos concitoyens ;
- > un objectif **Réaliste** qui sera un défi motivant mais atteignable ;
- > un objectif inscrit dans le **Temps**, car la seule décision impérieuse ne modifie pas les pratiques et les volontés.



ÉDUCATION : POUR BÂTIR LES COMPÉTENCES DE DEMAIN

Notre système éducatif a la chance de disposer de moyens conséquents, mais les résultats ne sont pas au rendez-vous. L'objectif « 100 % des jeunes français employables » doit devenir l'objectif prioritaire du début du quinquennat. Pour cela, il faut faire confiance aux enseignants. Donnons de l'autonomie aux établissements. Favorisons les innovations pédagogiques. Inculquons l'esprit d'entreprendre à tous les élèves de collège et de lycée.

Une coopération plus étroite entre les acteurs publics et les entreprises est une condition incontournable du succès. Les mondes académique et économique ont tout intérêt à se rapprocher. Le système d'orientation serait en effet beaucoup plus efficace si les élèves connaissaient précisément, pour chaque filière, ses débouchés en termes d'emploi. De même, l'apprentissage et l'alternance ont le potentiel de devenir des voies d'excellence pourvu qu'ils soient suffisamment valorisés et que les entreprises soient mises au centre du système.



COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES : POUR UNE FISCALITÉ DE CROISSANCE

Dans un contexte mondialisé, la compétitivité-prix est plus que jamais cruciale pour les entreprises françaises. Or, celles-ci sont handicapées par une fiscalité défavorable. Le montant global des impôts et taxes en France figure en effet parmi les plus élevés de l'Union européenne. De plus, notre système fiscal s'illustre par un poids démesuré des taxes sur le foncier et sur les moyens de production qui s'appliquent même si l'entreprise ne dégagne pas de bénéfices (les « impôts de production »).

La concurrence fiscale européenne nuit à nos comptes publics, à la croissance et à l'emploi.

Cette situation n'est pas insoluble. Nous plaçons pour une fiscalité de croissance, c'est-à-dire une fiscalité compétitive — avec des prélèvements fiscaux abaissés au niveau de la moyenne européenne — simplifiée, stable, lisible et prévisible, qui renonce à taxer les facteurs de production et qui encourage l'investissement en France, le financement des entreprises et donc la prise de risque.



UN MODÈLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL À RENOUVELER

La France fait face à des mutations qui nécessitent des réformes courageuses pour libérer la croissance et créer des emplois pour ses concitoyens. Il faut accompagner et sécuriser les nouvelles formes d'emplois et d'activité qui émergent, du fait notamment de la révolution numérique.

Pour l'heure, les entreprises, découragées par la rigidité du marché du travail, ont peur d'embaucher. La lutte contre le chômage de masse implique de conjurer ces craintes et de simplifier les normes du droit du travail. Cela permettra une meilleure adaptation aux contraintes extérieures, d'intégrer de nouvelles compétences, de faire évoluer l'organisation et de se développer avec agilité. Cela requiert un dialogue au plus près de la réalité des travailleurs, c'est-à-dire, pour l'essentiel, au niveau de l'entreprise et des branches.

Nos compatriotes attendent également des réponses à la crise du logement. Il est possible d'y remédier en favorisant la construction de 500 000 logements par an sur le territoire.

Les nouveaux défis démographiques et économiques exigent enfin de faire évoluer notre modèle de protection sociale. Il faut mieux faire la part des choses entre ce qui relève de la solidarité et ce qui relève de la responsabilité de chacun. À ce titre, le financement de la Sécurité sociale ne doit plus reposer autant sur les cotisations sociales. Quant au système de retraite, son avenir passera par un recul de l'âge légal de départ et par une convergence entre régimes publics et privés. La mise en œuvre d'un régime à points pouvant être un objectif à poursuivre.



SIMPLIFICATION : POUR UN ENVIRONNEMENT DE CONFIANCE

L'interventionnisme des pouvoirs publics est allé trop loin en venant encadrer la « vie privée des entreprises ». Les nombreuses contraintes ont fini par paralyser notre économie, alors même que la concurrence internationale et les ruptures technologiques nous imposent de gagner en réactivité et en agilité. La simplification représente donc un chantier crucial pour la France.

Plus encore, il va falloir réformer l'ensemble de notre système public. Le niveau de dette publique est inquiétant. Une réflexion doit être entamée sur les missions à conserver et sur celles à transférer au secteur privé.

Outre une simplification du mille-feuille territorial, la rationalisation des compétences et donc de la fiscalité locale est nécessaire.



Le monde change, changeons la France !
téléchargeable sur le site
france-2020.com

